

Abandonnés par l'État, les citoyens palestiniens d'Israël sont confrontés à une vague de criminalité sans précédent

Description

Dans un contexte de prolifération des armes et d'aggravation de la négligence policière depuis le 7 octobre, la violence des organisations criminelles dans les villes arabes a atteint des niveaux historiques.

Par Baker Zoubi, 30 Mai 2024



Des familles et des amis assistent aux funérailles de cinq Palestiniens tués par balles dans la ville bédouine de Basmat Taboun, le 29 septembre 2023. (Flash90)

« Si je peux rester avec ma famille à l'étranger, je pourrai élever mes enfants normalement. Mais si je dois retourner en Israël, je ferai de mes enfants des criminels ». A. est un citoyen palestinien d'Israël, qui a été poursuivi par une organisation criminelle et qui essaie maintenant de quitter le pays avec sa famille. « Dans la réalité d'aujourd'hui, il faut être un criminel pour survivre, et il est clair que la situation va empirer dans les années à venir.

Certains diront qu'il s'agit d'une exagération et insisteront sur le fait que les citoyens palestiniens d'Israël mènent une vie normale, meilleure que celle de la plupart des Palestiniens et des Arabes. Mais outre la discrimination généralisée et la persécution politique croissante des citoyens palestiniens par le gouvernement israélien, le nombre de victimes palestiniennes du crime organisé continue d'augmenter à un rythme effrayant.

Selon une étude de l'Institut Taub, la communauté arabe palestinienne en Israël avait le troisième taux de meurtre le plus élevé parmi les pays de l'OCDE en 2019 – juste derrière le Mexique et la Colombie – avec 11,11 meurtres pour 100 000 citoyens, un chiffre qui a triplé pour les personnes âgées de 20 à 34 ans. L'étude note également que les meurtres dans les communautés arabes palestiniennes ont plus que doublé, passant de 109 cas en 2022 à 233 en 2023, avec une hausse constante du taux de meurtres chaque mois jusqu'en septembre dernier.

« Il y a peu de villages où il n'y a pas eu de fusillades, de familles menacées, de demandes de protection financière, d'attentats à la voiture piégée, etc. », a déclaré Rawyah Handaqlu, avocate à la tête de l'État-major d'urgence pour la lutte contre la criminalité dans la société arabe, un organe d'urgence créé en septembre dernier par le Haut comité de suivi et le Comité national des chefs des autorités locales arabes.

« Il ne s'agit pas seulement du nombre de morts », explique-t-elle. « Des familles entières ont quitté le pays ou changé de lieu de résidence, d'autres se cachent chez elles, sans parler des explosions quotidiennes, des voitures incendiées et de tous les blessés dans les attentats, qui parfois ne sont même pas rapportés par les médias.



Rawyah Handaqlu, avocate qui dirige le quartier général d'urgence pour la lutte contre la criminalité dans la société arabe. (Production Lime)

Depuis le début de l'année, 86 citoyens arabes ont été assassinés à un chiffre étonnamment élevé qui laisse penser que le taux d'assassinat de cette année sera similaire à celui de l'année dernière. Bien que les chiffres soient peu précis les mères, les organisations criminelles ont récemment intensifié leurs tactiques, en publiant des listes de cibles, en enlevant des civils et en cachant les corps de leurs victimes.

« Aujourd'hui, par exemple, nous n'entendons plus parler d'une agression à l'arme blanche : il y a maintenant des missiles antichars, des obus de mortier et des drones. En l'absence de loi, les choses évoluent terriblement », prévient M. Handaqlu.

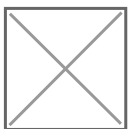
« Les chefs des organisations criminelles savent exactement comment fonctionne la police, et ils planifient leur travail en conséquence, de sorte que l'on a l'impression que les choses sont coordonnées », a déclaré A.. « En l'absence d'une véritable force de dissuasion, le rythme de leurs activités ne fait qu'augmenter. Il note que les années précédentes, les hommes armés braquaient leur véhicule de fuite dans une zone reculée afin de cacher et de détruire toute preuve. Aujourd'hui, ils le font exploser à proximité du lieu du crime et, s'ils limitaient auparavant leurs attaques à certaines cibles, ils s'en prennent désormais également à la famille de la personne visée.

« Je ne suis pas surpris que certains aient tué 10 ou 20 personnes ces dernières années », explique A. +972. Personne ne les poursuit, la plupart des affaires de meurtre sont classées ou traînent en longueur, et toutes les preuves provenant des caméras de sécurité, des témoins, des empreintes digitales et des traces sont « gaspillées ». Il n'a aucun espoir que la situation s'améliore ; dans les années à venir, prévient A., « seuls vos poings vous protégeront ».

« Nous tenons la police pour responsable sans équivoque »

Dans les médias, le discours politique et le public israélien, les communautés druzes sont souvent considérées comme distinctes de la minorité palestinienne à une perception que certains Druzes renforcent eux-mêmes, en particulier pendant les périodes de sécurité accrue, lorsqu'ils attirent l'attention sur le fait que des citoyens druzes servent dans l'armée et les services de sécurité. Mais lorsqu'il s'agit de crime organisé, de démolitions de maisons et d'autres formes de discrimination, ils sont confrontés aux mêmes menaces que le reste de la société palestinienne.

Ces derniers mois, le nombre de meurtres a considérablement augmenté dans les communautés druzes, notamment à Yarka, Isfiya et Abu Sinan. Le village d'Isfiya a connu lui seul cinq meurtres entre le 12 avril et le 12 mai, deux des victimes ayant été retrouvées mortes longtemps après avoir été enlevées. Selon le journaliste et activiste social Wissam Ghoutani, de nombreux habitants du village sont sortis pour protester contre les crimes violents et l'inaction de la police.



Des personnes en deuil assistent aux funérailles de Salman Khalab, 66 ans, l'une des quatre victimes de la fusillade, à Yarka, le 23 août 2023. (Flash90)

« Nous tenons la police pour responsable sans équivoque, en tant qu'institution responsable de notre sécurité, et qui a négligemment laissé les choses se détériorer ici pendant des années », a affirmé M. Ghoutani. Cinq personnes ont été tuées à Isfiya et aucun suspect n'a été arrêté. Nous entendons seulement que « la police ouvre une enquête ». »

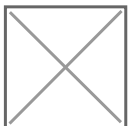
M. Ghoutani a admis que d'autres facteurs – notamment le chômage, le manque d'investissements publics dans l'éducation, le sport et les infrastructures, et même la culture – contribuent à la criminalité. Il a également plaidé en faveur d'un renouvellement des activités des comités de conciliation, un forum traditionnel de médiation des conflits dans la société arabe, et de leur accorder l'autorité nécessaire pour s'attaquer de front à la criminalité.

« Mais la guerre entre les organisations criminelles dans la société arabe et le chaos qui existe aujourd'hui sont plus importants que tout ce à quoi la communauté arabe est confrontée », a-t-il insisté, « et c'est la police, en tant que puissant appareil de sécurité de l'État, qui est censé en occuper ». »

Une prolifération d'armes

Après les attentats du 7 octobre, le ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, est empressé d'étendre la possession d'armes à feu parmi les civils juifs, et a récemment obtenu l'approbation de plus de 100 000 nouveaux permis de port d'arme. Les armes distribuées aujourd'hui sous le prétexte de la sécurité juive seront utilisées contre les Arabes », a-t-elle dit, « surtout avec la détérioration de la situation économique et le chaos de la guerre ».

Le travail de Handaqlu est rendu encore plus difficile par Ben Gvir et le manque de coopération de son ministère – un changement par rapport au rôle du ministère sous l'ancien ministre de la sécurité intérieure Omer Barlev et son adjoint Yoav Segalovich, qui collaboraient avec les membres arabes de la Knesset et les chefs des municipalités arabes. « Malheureusement, le ministre incite à la haine contre la société arabe ou utilise le crime organisé comme excuse pour l'attaquer, et il a même vidé de leur substance les programmes gouvernementaux existants destinés à la société arabe. »



Le ministre israélien de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir et le commandant de police Yoram Sofer présentent une nouvelle proposition pour éradiquer la criminalité dans le secteur arabe, le 17 août 2023. (Yonatan Sindel/Flash90)

En mars 2023, par exemple, Ben Gvir a décidé de geler la coopération du ministère avec le programme « Stop the Bleeding », une initiative conçue pour faire face à la montée de la

violence et de la criminalité dans la société arabe. Contraint de trouver des solutions alternatives, Handaqlu a convoqué une table ronde réunissant des institutions de la société civile et des représentants de plusieurs ministères, et a continué à travailler avec les autorités locales pour les aider à améliorer leur réponse à l'activité criminelle et à aider les personnes touchées par celle-ci.

En ce qui concerne le problème de la négligence de la police face à la criminalité dans les communautés palestiniennes, Mme Handaqlu a admis que « nous devons coopérer avec elle, malgré la méfiance existante, parce qu'elle est responsable de notre sécurité ». Mais elle a également reconnu que la police est soumise à des politiques dictées par le gouvernement, qui semble actuellement d'aggraver la situation.

La Knesset se prépare actuellement à adopter la loi visant à étendre les moyens de lutte contre les organisations criminelles, qui donnerait à Ben Gvir, en tant que ministre de la sécurité nationale, le pouvoir exclusif d'utiliser des tactiques antiterroristes dans la lutte contre la criminalité intérieure. Il s'agirait d'une expansion remarquable des pouvoirs de Ben Gvir, qu'il est presque certain d'utiliser contre les citoyens arabes, et non pour leur bien.

« Si cette loi avait été adoptée avant le 7 octobre, a suggéré M. Handaqlu, le ministre aurait peut-être déclaré ensemble de la société arabe comme étant une organisation terroriste.

Baker Zoubi est un journaliste originaire de Kufr Misr qui vit actuellement à Nazareth. Baker travaille dans le domaine du journalisme depuis 2010, d'abord en tant que reporter pour des médias arabes locaux, puis en tant que rédacteur du site web Bokra. Aujourd'hui, il travaille également comme chercheur et rédacteur pour des programmes télévisés sur les chaînes Makan et Musawa. Il écrit et publie sur sa page Facebook divers articles d'opinion sur la politique et les questions sociales liées à la société palestinienne. Récemment, il a également commencé à écrire pour Local Call.

Traduction: C.T pour l'Agence Média Palestine

Source: [972mag](https://972mag.com)

date créée
2024/06/04